

Montreuil, le 26 mai 2025

Motion de rejet de la PPL Duplomb : le Collectif Nourrir dénonce un contournement dangereux du débat démocratique

Alors que l'examen de la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur devait débiter en séance publique ce lundi 26 mai, une motion de rejet préalable a été déposée par les groupes pourtant soutiens du texte et votée par les parlementaires. En refusant la tenue d'un débat démocratique, les députés favorisent le passage en force d'un texte destructeur pour les paysans, l'environnement et la santé.

Paysans, scientifiques, médecins, organisations de la société civile, citoyens : les alertes sur la dangerosité de cette proposition de loi ont été nombreuses. Près de 140 000 messages ont été envoyés par des citoyens aux ministres et aux députés afin de dénoncer les risques que fait peser ce texte. Des agriculteurs ont interpellé les élus pour expliquer en quoi cette proposition de loi ne répond pas à leurs préoccupations et met en péril leurs capacités à pouvoir durablement assurer notre souveraineté alimentaire. Ces alertes ont pourtant été ignorées.

Pire, les parlementaires ont refusé aujourd'hui la tenue du débat en séance publique empêchant ainsi la lecture et le vote au sein de l'Assemblée Nationale. En votant cette motion, les députés ont renoncé à faire évoluer la copie initiale du Sénat qui sera désormais la base pour la Commission mixte paritaire. Un texte qu'une très grande majorité des partis - même ceux ayant voté la motion - ont qualifié de démagogique et de déséquilibré.

« *L'avenir de notre agriculture méritait que le débat public et politique ait lieu. Nous sommes désormais face à un double scandale : celui de l'inconsistance sur le fond d'un texte qui loin de répondre aux préoccupations des agriculteurs, menace la santé et l'environnement, et celui de la négation du débat démocratique.* » **Mathieu Courgeau, co-président du Collectif Nourrir**

Notre système agricole et alimentaire connaît des difficultés majeures et mérite des politiques publiques à la hauteur des enjeux économiques, géopolitiques et climatiques déjà à l'œuvre. Le vote de cette motion signe un refus de la représentation nationale de les traiter sérieusement.

Les organisations membres du Collectif Nourrir restent mobilisées dans la perspective de la Commission mixte paritaire afin que les parlementaires cessent d'être sourds aux alertes des scientifiques, aux attentes des citoyens et des agriculteurs qui souhaitent nourrir et non détruire.

Contact presse

Claire Gittinger

+33 (0)7 57 45 68 96

 presse@collectifnourrir.fr